



Cofinancé par
l'Union européenne



Projet ReCEF « Renforcement des Capacités Entrepreneuriales des Femmes à Kaédi, Boghé et Riyadh » financé par l'Union européenne

Termes de référence pour l'analyse économique et la mise à jour d'un diagnostic territorial des secteurs d'activités identifiés et financés dans le cadre du ReCEF

Date :
mai 2025

1. Contexte

Le **Grdr Migration – Citoyenneté – Développement**. (www.grdr.org) est une association internationale de solidarité de droit français, créée en 1969, qui œuvre en **Afrique de l'Ouest** (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée-Bissau, Guinée), **au Maghreb** (Tunisie, Algérie) et **en France**. **Présent en Mauritanie depuis 1989**, notamment dans les régions du **Gorgol** et du **Guidimakha**, le Grdr a d'abord soutenu les **initiatives des migrants** et le **développement local** (gouvernance, sécurité alimentaire et adaptation au changement climatique). Ses interventions se sont depuis **élargies** à la société civile, l'entrepreneuriat, la jeunesse et aux enjeux de développement des villes intermédiaires de la moyenne vallée du fleuve Sénégal.

Depuis février 2022, le Grdr coordonne le projet ReCEF, **financé par l'Union européenne et mis en œuvre avec les ONG locales ECODEV et CCD**, à **Kaédi, Boghé et Riyadh**. Le projet vise à **promouvoir l'autonomisation et l'intégration des femmes dans l'économie locale** des trois territoires précités. Il s'inscrit dans les **priorités du gouvernement mauritanien**¹ et entend répondre aux **défis de l'emploi et des opportunités économiques** pour les femmes en proposant un accompagnement adapté à leurs besoins. Enfin, le projet cherche à surmonter les **obstacles liés à l'accès à l'entrepreneuriat et à la participation des femmes à la gouvernance économique locale**. Le projet agit sur trois axes, à savoir la formation et l'accompagnement, l'appui financier aux initiatives économiques et la création de réseaux multi-acteurs, avec pour objectif général de **contribuer au renforcement de la société civile et à la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS) en Mauritanie**.

Dans le cadre du projet, une **étude diagnostique a été menée en 2023** pour identifier des **secteurs porteurs créateurs d'emploi**. Cette étude a permis de cartographier les dynamiques économiques locales, les freins à l'emploi et à l'auto-emploi, ainsi que les attentes des femmes. **Huit secteurs ont été retenus** : restauration, aviculture, coiffure/maquillage, teinture/couture, maraîchage, transformation de farine, vente de couscous et pâtisserie. Si l'étude a fourni des données sur les revenus générés et les conditions d'entrée dans ces filières (investissement, concurrence, etc.), elle n'a pas permis de déterminer **les facteurs expliquant la rentabilité variable** entre les entreprises ni de **hiérarchiser les secteurs en fonction de leur performance économique**. Le diagnostic complémentaire devrait permettre **d'alimenter le contenu** de la plaquette de sensibilisation et le livret illustré.

Dans un premier temps, la mission actuelle vise à **apporter un appui à l'analyse des données déjà collectées** par l'équipe du projet pour déterminer le **niveau de viabilité économique** des secteurs d'activités identifiés et accompagnés par le projet. Cet appui mettra le focus sur les revenus, les dépenses (charges fixes et variables), les performances et les spécificités territoriales afin de constituer une base de données solide mais aussi d'identifier les leviers de croissance durable, de maîtriser les risques et de renforcer l'ancrage des entreprises dans l'économie solidaire locale. Dans un second temps, la mission doit **décrire les étapes ou le processus de mise en place d'une entreprise portée par une femme, les opportunités, les contraintes à surmonter et les risques à éviter**. Les analyses réalisées permettront d'alimenter l'élaboration de la plaquette de sensibilisation et du livret illustré destinés aux femmes entrepreneures et aux partenaires. Ces outils référentiels doivent offrir des conseils pratiques ainsi que des informations pertinentes et adaptées sur l'entrepreneuriat féminin dans les trois territoires.

2. Objectifs de la prestation

Objectif général :

¹ SCAPP 2016-2030 et SNJS 2020-2024

Mener une analyse approfondie des données collectées par l'équipe en vue d'évaluer la viabilité économique des secteurs identifiés comme porteurs, financés et accompagnés dans le cadre du projet ReCEF, sur les trois territoires d'intervention.

Objectifs spécifiques :

- Analyser la génération de revenus, les dépenses (charges fixes et variables), la performance économique, les risques et les leviers de croissance durable, en tenant compte des spécificités de chaque initiative et des particularités territoriales.
- Compléter, si nécessaire, les données manquantes en se rapprochant directement des bénéficiaires, afin de finaliser le travail de manière plus précise et complète. Cette étape permettra de garantir la fiabilité des informations collectées et d'affiner l'analyse.
- Comparer la rentabilité des secteurs porteurs déjà identifiés et préciser les conditions nécessaires à leur développement.
- Constituer une base de données quantitatives exhaustive sur les secteurs soutenus par ReCEF.
- Mesurer le niveau d'intégration de chaque secteur dans l'économie sociale et solidaire de chaque territoire.
- Ressortir les éléments pertinents pour alimenter la plaquette de sensibilisation et le livret illustré.

3. Description de la prestation

Pour chaque secteur, il s'agit d'identifier des initiatives représentatives qui ont produit de bons et de moins bons résultats (qu'est-ce qui a bien marché et moins marché) afin de faire une analyse comparative d'entreprises évoluant dans un même secteur et dans des territoires différents. Les femmes entrepreneures accompagnées sont réparties de la manière suivante :

Femmes entrepreneuses à Kaédi (25)

- Teinture et couture : (8 dont 1 à Djéwol et Guiraye)
- Coiffure et maquillage : (8 dont 1 à Djéwol)
- Restauration : (3)
- Transformation farine améliorée et jus de fruits : (2)
- Maraichage : (3 dont 1 à Djéwol et à Néré walo)
- NTIC : (1)

NB : Langues des interlocutrices : pulaar, soninké, hassaniya.

Femmes entrepreneuses à Boghé (12)

- Restauration : (1)
- Transformation farine améliorée et lait : (2)
- Maraichage : (7)
- Aviculture : (1)
- Pâtisserie : (1)

NB : Langues des interlocutrices : pulaar, wolof.

Femmes entrepreneuses à Riyadh (28)

- Vente de couscous : (11)
- Pâtisserie : (6)
- Restauration : (4)

- Maraichage : (6)
- Elevage : (1)

NB : Langues des interlocutrices : pular, hassaniya et wolof.

4. Méthodologie

Le prestataire présentera sa démarche méthodologique d'analyse des données déjà collectées ou, si nécessaire, proposera une méthode de collecte de données complémentaires pour approfondir et compléter le diagnostic des secteurs déjà identifiés et accompagnés. La méthodologie de collecte et d'analyse de données complémentaires doit inclure la viabilité/performance économique, l'évolution des recettes et des dépenses (charges fixes et variables), l'intégration des secteurs soutenus dans l'économie sociale et solidaire locale, les opportunités, les contraintes à maîtriser, les risques à surveiller et les leviers de croissance durable, en tenant compte de la spécificité de chaque initiative et de la particularité de chaque territoire. Le prestataire doit déterminer si un secteur est plus rentable qu'un autre et pourquoi, expliquer les conditions à réunir pour se lancer dans les secteurs, comparer la rentabilité d'un secteur commun entre les trois territoires et démontrer le niveau d'intégration des différents secteurs identifiés et financés dans l'économie sociale et solidaire dans chaque territoire.

Le prestataire devra proposer une démarche rigoureuse pour approfondir et compléter le diagnostic des secteurs déjà identifiés et accompagnés par le projet ReCEF. Sa méthodologie de collecte et d'analyse devra porter sur les éléments suivants :

- Viabilité et performance économique des initiatives ;
- Évolution des recettes et des dépenses (charges fixes et variables) ;
- Niveau d'intégration des secteurs dans l'économie sociale et solidaire locale ;
- Identification des opportunités de chaque secteur, des contraintes à maîtriser, des risques à surveiller et des leviers de croissance durable, en tenant compte des spécificités de chaque initiative et des particularités territoriales.
- A partir du premier diagnostic et des compléments à venir, fournir les éléments pertinents afin d'alimenter la plaquette de sensibilisation et le livret illustré.

5. Calendrier et délais

- Réception des offres des consultant (es) : avant le 28 mai 2025
- Mission de travail de terrain pour l'analyse : entre le 09 juin et 18 juin 2025
- Finalisation et rendu rapport final : au plus tard le 30 juin 2025.

6. Livrables

- Restitution des résultats du diagnostic complémentaire en présence de l'équipe du projet et des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet de chaque territoire ;
- Elaboration d'un document permettant d'alimenter la plaquette de sensibilisation et le livret illustré, sur la base des résultats du premier diagnostic et des éléments du diagnostic complémentaire ;
- Rapport provisoire et rapport final après intégration des observations du commanditaire.

7. Rôle et responsabilité des parties

Responsabilités du commanditaire

- Mise en relation du prestataire avec les équipes locales pour faciliter l'organisation des interviews et l'accès aux bénéficiaires ;
- Mise à disposition de la base de données existante, des documents du projet, de la première version du rapport diagnostic et de tout autres documents disponibles et utiles pour la réalisation de la mission ;
- Prise en charge des frais de déplacement et de restauration des participants aux sessions de restitution ;
- Validation du rapport final.

Responsabilités du prestataire

- Organisation autonome de la prestation du diagnostic complémentaire dans les territoires concernés, incluant la planification des entretiens.
- Garantie du respect des droits des interviewés et protection des données mises à sa disposition ;
- Prise en charge des frais de déplacement, de nourriture et d'hébergement durant toute la période de la prestation, de la traduction durant les interviews et de l'assurance de leur retranscription ;
- Animation des sessions de restitution en collaboration avec le chef de projet ;
- Soumission du rapport provisoire et final et de tout autre document annexe utilisé dans le cadre de la mission (fiches de collecte, photos, comptes rendus des recommandations issues des restitutions, etc.).

8. Qualifications requises

- Diplôme Bac + 5
- Expertise confirmée en analyse économique et traitement de données socio-économiques
- Expérience avérée dans le domaine de la promotion de l'entrepreneuriat féminin
- Expérience en évaluation des projets de développement financé par l'Union européenne et/ou d'autres bailleurs internationaux
- Aptitude à mener des missions dans des environnements ruraux et en langues locales (atout)
- Capacité à respecter des délais serrés et à collaborer avec les équipes sur le terrain.

9. Budget et soumission

Les soumissionnaires sont invités à proposer :

- Une offre technique et financière détaillant le coût des services, la méthodologie utilisée et le calendrier de travail.
- Une présentation des qualifications de l'équipe chargée de mener la mission et des précédents travaux réalisés en lien avec la prestation dans le cadre de projets de développement.

Les offres doivent être adressées par courrier électronique à l'adresse mauritanie@grdr.org, mettre en copie hadeye.fofana@grdr.org et alassane.djigo@grdr.org. Elles doivent avoir pour objet : « **Candidature Prestation diagnostic complémentaire ReCEF** ».

Pour toute information complémentaire, vous pouvez envoyer un courriel à cette même adresse. **A noter que les offres seront examinées au fur et à mesure de leur réception avec comme date limite le 28 mai 2025 à 17h00.**